

Économie solidaire et imaginaire de la pratique dans la mouvance altermondialiste

Bruno FRÈRE



Introduction

J. Rifkin, dans son ouvrage polémique étayant la thèse – non moins discutée – de la fin du travail, estime que *comme le tiers secteur repose à la fois sur le marché et sur l'État pour sa survie, son avenir dépendra pour une large part de la création d'une nouvelle force politique susceptible de faire pression sur le secteur privé comme sur les pouvoirs publics pour obtenir le transfert d'une partie des énormes bénéfices de la nouvelle économie de l'information dans la création de capital social et la reconstruction de la société civile*¹.

En France, ses théoriciens (rassemblés dans le CRIDA) prétendent que l'économie solidaire française, déclinaison francophone du *third sector*, incarne cette nouvelle force politique que Rifkin appelle de ses vœux. En effet, selon eux les associations sont le berceau d'un renouveau politique où l'engagement citoyen rime avec modèle démocratique. Ces associations se divisent en cinq familles :

- Les *structures d'accompagnement* à la création de micro-activités économiques (par exemple les *Pôles d'économie solidaire*) rassemblent des bénévoles et des professionnels qui tentent d'appuyer des entrepreneurs précaires dans la création de leur propre emploi à condition que leur entreprise comporte une composante « alternative », c'est-à-dire que leurs cahiers des charges comporteront des objectifs sociaux, culturels

¹ Rifkin (1997: 382).

- ou écologiques (sans viser exclusivement l'accumulation de bénéfices).
- La famille de la *finance et de l'épargne solidaire* est quant à elle composée de structures aussi diverses que les associations d'épargne de proximité *Cigales*, les coopératives de crédit genre *Garrigue* qui investissent dans le financement des micro-entreprises montées *par et pour* les chômeurs cités ci-dessus.
 - Les associations d'échanges « sans argent » ou « non monétaires » constituent un troisième ensemble. Leurs principaux représentants sont les *Services d'échanges locaux* (SEL). Il s'agit de groupes de personnes qui pratiquent l'échange multilatéral de biens et de services en utilisant un système de bons d'échange, c'est-à-dire une unité de compte propre² permettant de comptabiliser les transactions internes. Sont ainsi échangés des travaux de réparation, des gardes d'enfants, des cours de langues, etc. Il arrive que certains associés, très démunis, parviennent à vivre des fruits de leurs échanges.
 - Une quatrième famille rassemble la *distribution « bio »* et la *distribution « équitable »* incarnées en France par des réseaux tels que celui des magasins *Biocoop* ou les *AMAP*³ (pour le bio), *Artisans du monde* et *Andines* (pour le commerce équitable). Dans les deux cas, c'est encore l'investissement citoyen qui permet de faire des économies d'échelle pour rétribuer correctement les producteurs soucieux de privilégier des produits de qualité non chimiquement « traités ».
 - La cinquième famille rassemble ce que les spécialistes nomment depuis les années 1980 les *services de proximité*. Quatre grands secteurs sont concernés : les services de la vie quotidienne (aide aux personnes âgées, etc.), les services d'amélioration du cadre de vie (entretiens d'immeubles, etc.), les services culturels et de loisirs, les services d'environnement (entretiens d'espaces verts, etc.). L'exemple le plus répandu en France est celui des *Régies de quartiers* qui se développent dans la plupart des villes depuis le début des années 1980.

² Le grain de SEL, le Pigalle, le Piaf, le caillou, etc.

³ Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne.

Si l'ensemble de ces initiatives associatives attestent effectivement d'un élan citoyen indéniable, il reste que la question de leur réelle institutionnalisation politique commence à se poser. Depuis peu, une partie de la gauche intellectuelle la plus en alerte sur ces initiatives solidaires prie les théoriciens de celles-ci de bien vouloir identifier et nommer cette force, mieux, ce « système politique » dont elles sont porteuses⁴. Car elles en sont grosses, la chose est certaine et ils le reconnaissent. C'est là que s'invente une « idéologie positive » qui doit rassembler aujourd'hui comme ont su rassembler hier d'autres organisations politiques. « La montée spectaculaire de la pratique de l'association permet d'entrevoir à brève échéance le dépassement du mot d'ordre central du mouvement ouvrier, "tout le pouvoir aux producteurs associés" (...) par celui-ci : "tout le pouvoir aux citoyens associés" » (Caillé, 1999 : 323). Mais si cette gauche intellectuelle que représente pour partie le MAUSS (Caillé, 1997) semble toute prête à croire les théoriciens de l'économie solidaire lorsqu'ils qualifient ces associations de spontanément politiques, elle s'interroge néanmoins : « Politiques, certes, mais alors où se trouve la forme organisationnelle à grande échelle qui leur permettrait de faire entendre leur voix aux institutions en charge des politiques économiques et sociales ? »

Voici la question qui guidera cette contribution. C'est Alain Caillé qui, jusqu'à présent, nous semble l'avoir le mieux approché : « il serait malvenu de se gausser du spontanéisme associationniste – car il fait partie de l'idéal et de l'esprit démocratique de l'association – que d'ignorer ses limites. [Mais] tôt au tard il faudra bien poser la question du pouvoir », c'est-à-dire poser la question « d'une méta-association entre les associations existantes (...). Il faudra bien que certaines associations prennent en charge cette question transversale et synthétique, au-delà de la spécialisation associative fonctionnelle actuellement dominante. Il faudra bien qu'émergent en somme, des associations spécialisées dans les

⁴ « Plutôt que d'insister sur l'idée que l'économie solidaire pourrait constituer une autre économie, une alteréconomie, les tenants de l'espérance économique solidaire seraient bien inspirés de s'interroger plus radicalement sur les choix politiques qu'ils défendent, sur la forme de démocratie à laquelle ils aspirent. Car l'économie solidaire (...) ne peut pas être un système économique. En revanche, elle peut être un système politique induisant des effets économiques » (Caillé, 2003 : 234).

problèmes d'ordre général dans la question du liant et de la transversalité» (2001: 201). Pour le dire encore autrement: il faudra bien qu'émerge la question de l'organisation de ces associations «naturellement politiques».

Or, la grammaire de l'économie solidaire⁵, qui est celle de l'ensemble des représentants des associations ainsi nommées et des chercheurs qui l'étudient, a pour spécificité de rendre bien difficile toute justification de velléité organisationnelle et délégitime. Cette grammaire refuse d'envisager la question du pouvoir et de la représentation. Elle est plutôt libertaire, au sens que lui donnait le philosophe français Claude Lefort qui, dès les années 1950, concéda une véritable teneur au vocabulaire de la participation et du réseau si en vogue actuellement. Ce dernier proposait à son groupe *Socialisme et Barbarie*, fondé avec Castoriadis, de tisser des liens entre groupements ouvriers. Ce que doit faire *Socialisme ou Barbarie* (et que n'a pas fait Marx⁶) consiste à saisir le quotidien ouvrier afin de repérer sa réelle teneur politique plutôt que celle qu'on lui prête. «La politique n'est pas à enseigner, elle est plutôt à expliciter comme ce qui est inscrit à l'état de tendance dans la vie et la conduite des ouvriers» (Lefort, 1979: 104)⁷. La créativité et l'inventivité des organisations locales, des «conseils», se suffisent à elles-mêmes.

Le mouvement ouvrier ne se frayera une voie révolutionnaire qu'en rompant avec la mythologie de parti pour chercher ses formes d'action dans des noyaux multiples de militants organisant librement leur activité et assurant par leurs

⁵ Par «grammaire», on peut entendre un corpus de règles qui est au principe de l'expérience des personnes et surtout du jugement qu'elles font de cette expérience (Boltanski, 2004a). «On parle de démarche grammaticale au sens où, partant d'un corpus, elle cherche à en dégager des principes constitutifs, à les organiser en modèle. Mais à la différence des démarches strictement structurales, elle a pour intention de faire converger le travail grammatical avec un mode d'établissement des données radicalement différent puisqu'il part de l'expérience des personnes et du rapport qu'elles font de cette expérience» (Boltanski, 2004b: 5).

⁶ Lequel «dépeint le prolétariat en des termes si sombres qu'on est en droit de se demander comment il peut s'élever à la conscience de ses conditions et de son rôle de direction de l'humanité. Le capitalisme l'aurait transformé en machine et dépouillé de tout caractère humain au physique comme au moral» (Lefort 1979: 73).

⁷ «Organisation et parti», texte paru initialement dans *Socialisme ou Barbarie*, n° 26, novembre-décembre 1958 et repris dans Lefort (1979).

*contacts, leurs informations et leurs liaisons non seulement la confrontation mais aussi l'unité des expériences*⁸.

En pointillé, les oppositions du débat contemporain sur l'économie solidaire sont repérables dans le discours que Lefort tient au sujet des ouvriers: «capacité politique locale/centralisation», «spontanéité/organisation», «réseau/fédération». Nul besoin d'évoquer une quelconque organisation politique puisque les acteurs sont spontanément «politiques». Il suffit en quelque sorte de leur donner l'opportunité du réseau. Tel eût été le rôle de *Socialisme ou Barbarie*. Et aujourd'hui le Mouvement pour l'économie solidaire (MES) ne prétend faire rien d'autre à l'égard de l'ensemble des associations composant les cinq familles solidaires évoquées plus haut.

Dans un premier temps, je voudrais exposer plus avant l'analyse des spécialistes de l'économie solidaire qui, dans le sillage de Lefort et d'une forme de tradition libertaire, ne jurent que par la micro-cité politique que serait l'association solidaire, laquelle ne s'encombre pas de discours mais «agit». Il s'agira de déployer cette grammaire de la politique comme «praxis» aux tonalités libertaires, qui articule tout à la fois les discours des acteurs de l'économie solidaire et celui des spécialistes qui en parlent. Dans un second temps, je tenterai de montrer comment les membres du MES et les chercheurs se prévalent du lexique de la praxis et de l'anti-autoritarisme pour revendiquer une place qu'ils voudraient majeure sur les forums altermondialistes. Leur but déclaré est d'éviter que ceux-ci ne soient accaparés par des organisations politiques et syndicales qui s'en tiennent à la dénonciation sans toucher à l'action. En évoquant les affaires qui ont opposé le MES dans le courant altermondialiste aux grandes figures françaises de celui-ci (comme le *Monde diplomatique* et ATTAC-France), je tenterai de montrer dans un troisième et un quatrième temps combien le rejet d'une série d'organisations du côté de l'extrême gauche trotskiste ou léniniste, au nom de la pratique et de la beauté spontanément politique des associations solidaires, voile en réalité le véritable problème de fond: celui de l'organisation du pouvoir et de la représentation. À force de ne pas être posé, ce problème confine souvent les différentes

⁸ Lefort (1979: 113).

composantes du mouvement alter en général et l'économie solidaire en particulier, à un corporatisme qui peut apparaître inquiétant pour ceux-là mêmes qui entendent refonder la politique par la participation et l'association (cinquième temps). Enfin je terminerai par une nouvelle question : praxis et représentation politique sont-elles compatibles ?

1. De la petite cité civique aux mouvements altermondialistes

L'interprétation faite par les spécialistes de l'économie solidaire des associations qui la composent, est politique : elles permettent de retirer le politique des mains de ceux qui habituellement s'en prévalent : partis et syndicats. « Il faut dépasser une définition politique du politique pour l'ouvrir à d'autres pratiques qui ne sont pas reconnues comme relevant du politique et de la citoyenneté légitime, alors qu'elles sont au principe même de l'institution d'un monde commun et cela dans nos vies ordinaires » (Chaniel, 1998 : 36). Le coup de main, l'entraide quotidienne, l'échange de services dans les quartiers (plomberie, garde d'enfants, etc.), bref, toutes ces activités qui relèvent de services de proximité (qu'ils soient ou non déjà structurés par une association « officielle ») ne sont jamais référés au « politique » alors même qu'ils traduisent « une citoyenneté modeste, ordinaire » (*ibid.*). Il se joue là bien autre chose qu'une simple et fragile stratégie de survie, de débrouille : la gestion de l'espace public où l'on se trouve en lien avec autrui. Autrement dit, conçues comme autant de micro-espaces publics, les associations d'économie solidaire répondraient, presque malgré elles, à la question politique par excellence : « comment faire fructifier cette tendance à vivre ensemble dans la cité ? » (Aristote, 1990 : 1278 b 17 – 1279 a 21). Les gens y seraient mus par un sens naturel « politique ». Mais il arrive que ce sens soit castré comme c'est le cas lorsqu'une instance comme un syndicat prétend confisquer la parole.

Les professionnels de l'accompagnement de porteurs de projets disent vivre leur engagement dans l'économie solidaire comme « un engagement politique par son refus de toute forme d'exclusion, d'inégalités, de dégradation du patrimoine et des conditions de vie, d'un modèle de développement unique imposé à tous.

Cet engagement vise à défendre les groupes sociaux menacés, à promouvoir une démocratie plus directe et plus participative, à rétablir les principes d'égalité et de justice sociale », écrivent certains d'entre eux (collectif MB², 2001 : 48).

Il est pertinent de retenir l'expression d'une « politique du proche » qui conduit à l'élaboration collective d'une forme de démocratie participative que les personnes ne peuvent plus par la suite remettre en cause sans interroger la raison d'être de l'association ou leur présence en son sein. En ce sens, l'approche associative politique proposée conjointement par la sociologie économique et l'associationnisme civique apparaît validée. Selon ces deux courants,

l'économie solidaire prend acte de la volonté de certains acteurs d'arbitrer eux-mêmes entre les possibles qui s'offrent à eux, acte politique par excellence. Ce qui prédomine n'est pas uniquement l'institué (ce qui est décidé par le légal, par les représentants ou à travers les rapports de délégation), c'est aussi l'instituant, c'est-à-dire l'arène de discussion d'argumentation et de délibération entre les sujets sociaux. Les biens et les services ne sont plus seulement ceux qui sont offerts par des systèmes, ils sont ceux qui résultent d'une rationalité qui relève de la discussion, de l'argumentation et d'une rationalité procédurale développée dans des espaces publics de proximité⁹.

De manière générale les associations sont décrites par Jacques Ion comme le lieu même où « le politique déborde du politique »¹⁰. Conception qui se sédimente dans tous les discours solidaires où l'on entend parler de la « co-construction », de « l'espace public de proximité », de « la citoyenneté ordinaire » par des acteurs. Ce

⁹ Eme (2001 : 193). On voit donc bien en quoi le phénomène associatif peut être tenu comme une abstraction rassemblant une diversité de « petits mondes politiques ». Quand l'épreuve civique réclame le détachement des liens de dépendances personnelles et se trouve être mise en tension avec l'engagement de proximité et les régimes du « proche », les associations solidaires apparaissent dans toute leur capacité, que n'a pas l'État, à accommoder l'engagement civique et celui qui tient à un ancrage local ou personnel (Thévenot, 1999 : 79).

¹⁰ « L'affaiblissement des réseaux horizontaux (les fédérations) libère l'expression de groupes sociaux dans les associations et permet de s'écarter d'une normalisation de leur expression en fonction de l'affiliation politique de ces dernières, lorsqu'elles en ont » (Ion, 2000 : 21).

lexique politique est un lexique qui n'a plus besoin de recourir aux formes classiques de légitimation militante comme les partis, les syndicats et, de manière générale, à l'organisation ou à la fédération. C'est ce qui fera encore écrire au même J. Ion (reprenant Karpik) que ce qu'il faut retenir de la crise actuelle de la « grande » politique, c'est surtout la plus grande indépendance des actions associatives « d'avec la scène partisane et, sans doute aussi, au sein même de la société civile, l'affaiblissement de la distinction entre la figure de l'intellectuel et celle du militant associatif ». Ce qui peut-être devient possible, écrit-il encore, « c'est d'une part une vie associative et un engagement public de couches dominées qui soient au moins partiellement autonomisés des structures de représentations dominantes » et, d'autre part, « l'affranchissement des appartenances et des canaux obligés d'expression, la potentielle inscription du politique au sein même des actions sur le terrain, voire à l'écart parfois des règles formelles et l'éventualité d'un exercice renouvelé de la démocratie » (1999: 73).

Le vécu intra-associatif est par lui-même politisant au sens propre, l'association est une école de citoyenneté car elle met ses membres en capacité de choisir un engagement dans la cité.

2. Économie solidaire vs extrême gauche dans le mouvement alter

La praxis associative dans l'économie solidaire est *en elle-même* anticapitaliste. C'est ce que voudrait faire comprendre le Mouvement pour l'économie solidaire (MES), cette structure nationale qui tente de fédérer les initiatives et dont les membres sont issus des cinq catégories d'associations décrites ci-dessus.

Tous les leaders du MES parlent de l'économie solidaire en Nous, ce grand NOUS dont la force a pour résultante une fusion de l'identité personnelle dans l'identité militante (Ion, 2005). Le NOUS, il faut l'exposer au maximum car au MES on est persuadé de regrouper des alternatives naturelles au capitalisme dont l'existence est plus que jamais réelle. C'est la raison pour laquelle on se rend aux Forum social mondial (Porto Alegre) et Forum européen (Paris St-Denis), même si l'on craint que cette nouvelle organisation politique soit déjà récupérée par les par-

tis et les syndicats. Le but du MES est de faire de l'économie solidaire le socle propositionnel du mouvement altermondialiste afin d'y contrecarrer la montée en puissance des organisations néo-communistes. Bien que l'économie solidaire rejoigne celles-ci dans son opposition au capitalisme, elle les juge aussi vides de pratiques révolutionnaires réelles. Du point de vue solidaire, l'absence de construction et de proposition nouvelle est fatale à l'extrême gauche trotskiste (comme la Ligue communiste révolutionnaire¹¹) qui n'est en mesure que de s'en prendre au « gouvernement », à l'État, ou, aujourd'hui, à « Bruxelles ». L'imaginaire de l'économie solidaire ne contient pas des persécuteurs et des dominés qui auraient intériorisé les conditions de leur domination (Bourdieu) et pour la défense desquels il faut prendre le pouvoir.

Les Solidaires s'accordent sur l'exclusion mutuelle praxis solidaire – extrême gauche, critique qui n'a rien d'autre à faire valoir que la recherche de pouvoir derrière sa dénonciation du capitalisme. L'extrême gauche qui « dénonce, s'épargne, à peu de frais, les coûts de l'action » (Boltanski, 1993: 108). Son engagement est « un engagement, en *paroles* seulement, qui ne coûte rien et qui apaise les inquiétudes morales (...) sans atténuer en rien les souffrances » des exclus (*ibid.*). On l'a dit et redit, dans l'économie solidaire, la référence à l'action économique est centrale. Pour l'ensemble de ses acteurs, la gauche radicale incarne par excellence cette « forme de parole que l'on dit, par dérision, "verbale", pour mettre l'accent sur son inefficacité (...) à précisément modifier la réalité » (*ibid.*, 267).

Mais à force d'être déployée sur l'action, l'attention se détourne totalement de la question de la mise en forme d'une identité visible pourtant revendiquée: « Le MES est une nécessité politique absolue qui marque la recomposition d'acteurs sociaux, il a un rôle d'impulseur et cela pose les questions des alliances (ONG, élus...). La forme forum ne nous correspond plus car nous ne devons pas fonctionner avec des formes de représentations classiques. »¹² Mais comment prétendre représenter sous ce NOUS, une myriade d'acteurs solidaires quand toutes les formes de la représentation sont rejetées? Face à cette belle déclaration

¹¹ Aujourd'hui Nouveau Parti Anticapitaliste.

¹² Bureau du MES, 2004, *Compte rendu de l'AG du 23 avril*.

réfutant avec emphase toutes les structures politiques obsolètes, il y a toujours bien quelques voix timides et perplexes pour demander avec A. Caillé: mais quelle forme alors?

Habermas semble persuadé qu'il serait incroyable que les associations ne soient pas capables de s'associer. Pour le dire en ses termes, ces arènes «inférieures» qui luttent contre la bureaucratisation et la mercantilisation que leur imposent les arènes supérieures (le marché et l'État) et qui touchent les micro-secteurs de communication quotidienne, «se condensent de temps en temps dans des discussions publiques ou des intersubjectivités d'un niveau supérieur (...), pouvant aussi entrer en communication entre elles dès lors qu'est mis à profit le potentiel d'auto-organisation et d'utilisation auto-organisée des moyens de communication. Les formes d'auto-organisation renforcent la capacité collective d'action» conclut le philosophe (1990: 165-166). Peut-on en être si sûr?

L'analyse de l'économie solidaire dans les termes habermas-siens de micro-espaces publics de concertations et de démocratie tient le coup tant qu'on en reste à l'association de quelques individus. Mais l'on voit que la communication «pure», au principe de «ces espaces publics autonomes» s'enclave rapidement dans les relations interpersonnelles qui se tissent dans des zones d'intimité qu'entretiennent certains acteurs entre eux au sein du MES. Rien ne les contrôle, puisque le spontanéisme des coopérations libres est une règle.

3. L'affaire des «Pénélopes» ou le problème de la représentation (1)

Plusieurs structures récalcitrantes placent le MES dans une situation paradoxale: l'usage du NOUS par ses leaders montre qu'ils entendent parler au nom de toute l'économie solidaire, y compris au nom de ces structures qui se revendiquent de l'économie solidaire sans concéder au MES le pouvoir de parler en leur nom. L'affaire des Pénélopes peut être choisie pour exemple. Elle commence lors de la rencontre de l'association Les Pénélopes avec quelques représentants du MES qui eut lieu lors du second Forum social mondial de Porto Alegre du (31 janvier

au 5 février 2002). L'ouverture de la dispute est ainsi exposée par des personnes de chaque groupe:

Michèle des Pénélopes:

Acte I: Au premier forum de Porto Alegre, Les Pénélopes, on était parties 5 ou 6 jours avant en se disant «on va quand même pas aller au bout du monde comme ça, dans un forum social, sans rencontrer des gens (avec qui sympathiser)». On est parties avant, on avait pris des contacts. On était déjà tout à fait intéressées par l'économie solidaire portée par des femmes parce que c'est une manière de résister à la mondialisation, au patriarcat, à la violence, etc. On a rencontré deux des coopératives, c'était génial! On a filmé, on a pris des photos tous ensemble, et puis on a décidé de monter des partenariats avec des coopératives puisqu'on était, nous ici, en contact avec des coopératives. Certaines d'entre nous, actrices, sont dans des coopératives. Ça, c'est l'acte I.

Acte II: au second forum de Porto Alegre [nda: celui de janvier-février 2002], on se dit: on va monter un atelier qui va permettre de faire se rencontrer ces coopératives... et on va tenter d'amorcer la création d'un réseau. Mais non pas un réseau de représentants, mais d'actrices. Et comme c'est un forum mondial, c'est formidable, il va y avoir des gens partout. Évidemment, il y avait beaucoup de gens et il y avait aussi des gens du MES. [Ils] étaient très en retard, ils n'avaient pas demandé d'atelier, donc il n'y avait plus d'atelier possible, donc elle [nda: une membre du MES] est venue négocier avec Les Pénélopes pour qu'ils puissent participer à notre atelier. On a dit OK mais on n'est pas arrivé à se mettre d'accord sur l'intitulé. Alors on a dit: «On partage le temps, on vous donne une heure trente». Ils ont commencé puis après, pour Les Pénélopes, ça a été une volée de bois vert [nda: l'interlocuteur cite le représentant du MES]: «c'est un scandale, vous ne pouvez pas créer de réseau international de l'économie solidaire, c'est bien trop tôt, de toutes façons vous êtes nouveaux sur le terrain et vous n'avez pas d'antériorité, on était là les premiers». Voilà! Dans l'atelier même! il y avait là des gens du Parti des travailleurs brésilien, des féministes en charge de l'économie

*solidaire qu'on avait fait venir parce que très impliquées dans la création [nda: les personnes avec lesquelles l'interlocuteur explique avoir sympathisé lors du premier forum]. Et puis voilà! Une bagarre de chiens, c'est-à-dire confiscation de la parole. Les gens qui étaient venus s'exprimer ont assisté à une espèce de bagarre (...). On est ressorties très en colère (...). C'est arrivé jusqu'au Forum social européen et c'est juste une bagarre de personnes*¹³.

Voici que le MES se retrouve confronté à un autre réseau d'acteurs qui entendent mailler l'économie solidaire à un niveau international. La logique du réseau voudrait que les membres du MES laissent faire. Dans l'enchevêtrement des réseaux, qui peut prétendre avoir la légitimité de représenter « mieux » que d'autres l'économie solidaire? Il ne fait pas de doute que les coopératives rencontrées par Les Pénélopes font partie de l'économie solidaire, dont le mouvement au Brésil est fortement déployé. Leur grammaire est aussi celle de la praxis et de l'action plutôt que celle de la dénonciation. D'autre part la présidente des Pénélopes est elle-même directrice d'une coopérative. Mais cela ne suffit pas pour ceux qui, au MES estiment qu'il est le seul digne représentant de l'économie solidaire:

Pour les personnes du MES concernées, la justification est la suivante:

Les Pénélopes, c'est de la connerie. À Porto Alegre, on voulait créer un réseau international avec nos initiatives [nda: de femmes]. On a arrêté parce qu'elles l'ont fait, contre l'avis de tout le monde, elles l'ont fait. XXX qui est déléguée générale d'ATTAC, c'est la présidente des Pénélopes. C'était l'ancienne au secrétariat d'État à l'économie solidaire (le SEES). On a de gros soucis avec eux. À Porto Alegre on a fait un atelier avec eux, ça a failli mal finir. Les Pénélopes elles considèrent qu'elles parlent à la place des acteurs. Moi, je dis non. Si on veut travailler ensemble, vous faites votre boulot mais vous n'êtes pas des acteurs, c'est pas pareil (...). À l'atelier commun, ça a fini en drame. On s'est insultés. On a dit à la fin « on crée un réseau ensemble femmes et économie solidaire? » Elles ont dit « c'est Pénélopes

¹³ Entretien réalisé le 03/02/2003.

qui le gère!». Il y avait cent personnes dans la salle. Les cent personnes ont dit non. Elles l'ont fait quand même (...). Elles se sont pas occupées de ce qui existait sur le terrain. Ça a fait une engeulade monstrueuse (...). **Moi ça fait vingt ans que je fais ça (de l'économie solidaire), j'ai mis du temps. Pour moi je continuerai après, même quand il n'y aura plus le SEES. Tu vois, il y a des gens qui arrivent un matin et, parce que l'économie solidaire c'est à la mode, ils vous flinguent!**¹⁴

Ce conflit de personnes qui ne s'entendent pas est un des exemples de frein considérable que constitue le rejet de l'organisation d'une représentation politique formelle. On peut en effet postuler qu'un accord des deux parties dans cette affaire aurait considérablement renforcé la visibilité et la cohésion tant attendues de l'économie solidaire. Or, ces mésententes interpersonnelles de militants ouvrent une dispute renvoyant dos à dos Les Pénélopes et le MES lui-même. Aucun des deux ne reconnaît à l'autre le pouvoir qu'il ne peut en toute légitimité pas réclamer: celui d'incarner l'économie solidaire et de parler en son nom.

4. L'affaire APRESS ou le problème de la représentation (2)

La première échauffourée qui a conduit les deux groupes à s'opposer se renforce lorsque Les Pénélopes créent une nouvelle initiative dans l'économie solidaire: l'APRESS¹⁵.

Cette association est dépositaire du portail internet *Médiasol.org* créé principalement à l'initiative d'un réseau constitué autour du *Monde diplomatique*, d'ATTAC et des Pénélopes, lesquelles ont répondu à un appel à projet du secrétariat d'État à l'économie solidaire. L'initiative ne vivra que deux ans. Le but était d'offrir un portail médiatique aux acteurs de l'économie solidaire. L'ancien salarié de ce média virtuel a une explication très claire des raisons de son échec. Il reproche au MES d'avoir confondu « espace d'expression pour » et « pouvoir sur » l'économie

¹⁴ Entretien avec Mathilde (du MES), le 21/02/2003.

¹⁵ Association pour la promotion de l'économie sociale et solidaire.

solidaire et note son incapacité à repérer les qualités professionnelles qu'une structure comme l'APRESS lui aurait offertes :

Nous, en tant que salariés (de l'APRESS), ce qu'on a toujours rencontré c'est un frein agressif à l'application du projet. On a un informaticien, on aurait pu réaliser un intranet (pour l'économie solidaire) des choses comme ça, solides. On aurait pu trouver plein de choses. On a l'impression que les gens de l'économie solidaire ils veulent être les seuls à la tête de l'iceberg « économie solidaire ». Ils n'ont pas compris l'outil qu'était l'APRESS et comment ils pouvaient s'en servir. (...) Ils auraient pu y écrire pourtant. C'est un des trucs bien: c'était pas fait pour des journalistes. Mais ils l'ont étiquetée Secrétariat d'État à l'économie solidaire (SEES). Aujourd'hui il va y avoir le Forum social européen et des gens disent: « Le problème de l'économie solidaire c'est qu'elle n'est pas assez visible (...) ». Ils ont pas voulu entendre que c'était important d'avoir sa propre communication, de se doter d'outils. S'ils avaient eu une structure de communication à un moment où il fallait s'organiser quand il y a eu la remise en cause des subventions, on aurait pu dire « hola! on est 10% de l'économie » ou des arguments comme ça. Mais les gens ont pas compris qu'il fallait savoir communiquer¹⁶.

Dans le cadre de ce témoignage contre le MES, la critique d'une confiscation latente est avancée. Elle est tout à fait homologue à celle que mobilisent les leaders du MES qui justifient leur boycott. Dans l'entretien qui suit, l'évocation du Monde diplomatique ou d'ATTAC France, bien connus pour leur ancrage à la gauche de la gauche voulue altermondialiste s'avère bien utile pour ramener l'APRESS à une tentative trotskiste de « récupération » de l'économie solidaire :

Pour Bernard, membre du bureau du MES :

L'APRESS, ils ont fait ça avec des gens qu'on supportait pas humainement mais il y avait aussi ceux qui sont passés à côté de l'économie solidaire (Monde diplo, etc.) et d'un coup qui se sont mis à porter le flambeau, ça faisait un peu bizarre. L'APRESS, c'était un projet qui est parti sans

¹⁶ Entretien avec un ancien salarié de l'APRESS (le 12/03/2003).

*démocratie, qui était parti des couloirs du ministère, ça venait du SEES. Il y avait très clairement du fric sur leur appel à projet « dynamique solidaire du SEES ». Ils y ont répondu eux-mêmes avec un projet [nda: l'APRESS] sorti directement des cartons du ministère. C'est choquant, c'était mal parti en terme de visibilité. (...) C'était un truc qui se prétendait monté par les acteurs pour les acteurs. D'entrée, c'était un truc fermé si tu ne faisais pas partie du premier cercle [nda: l'interlocuteur vise des membres des Pénélopes qui étaient aussi salariés par le SEES et en lien direct avec le Monde diplomatique]. Moi, j'avais une difficulté pour y entrer à l'APRESS car 1) ce n'était pas démocratique, 2) ça me gênait qu'une gauche prétendument alternative (Monde diplo – Pénélopes) constitue un média en plus. Je me disais: « il y a la mainmise d'un groupe de presse sur un objet qui n'est pas le leur ». Ça me gênait politiquement (...). C'était « analyse critique du système » et tout. Mais quelles propositions???*¹⁷

Il apparaît que la possibilité d'écrire sur Médiasol n'intéressait pas les membres du MES. Ce qu'ils auraient voulu, c'était d'être reconnus en tant que « tête de l'iceberg » et que le SEES leur suggère à eux de créer le portail plutôt qu'au projet construit par ATTAC, le Monde diplomatique et Les Pénélopes. Il ne fait effectivement pas de doute que la procédure démocratique de l'appel à projet est sujette à caution puisque la présidente de l'association qui y répond (et est choisie), à savoir Les Pénélopes, fait partie du SEES (elle y est conseillère technique en charge de la vie associative et des coopératives). Mais le problème pour le MES semble moins être celui-là que celui de ne pas faire partie de la zone d'intimité du SEES à laquelle appartient Les Pénélopes et de ne pas y avoir été convié par l'un de ses contacts dans son réseau. Les membres du MES estiment être les seuls aptes à utiliser le NOUS solidaire au nom des autres. Il lui est difficilement concevable que Les Pénélopes fassent de l'économie solidaire à l'échelle française avec l'APRESS ou à l'échelle internationale avec son réseau de coopératives

¹⁷ Entretien avec Jean-Patrick, membre du bureau du MES.

sans passer par le MES. Le fait qu'à proximité du SEES et des Pénélopes gravitent des organisations telles que le Monde diplo ou ATTAC (dont est aussi membre la présidente de l'association féministe et conseillère au SEES) est une aubaine pour le MES. Ces organisations qui ne savent que «dénoncer et encore dénoncer» sans rien proposer sont intrinsèquement incapables de faire de l'économie solidaire.

L'année suivant le FSM de Porto Alegre et la fondation de l'APRESS s'annonce le Forum social européen à Paris. L'enjeu pour le MES est crucial. Le but politique est visé directement par les membres du bureau de l'association lorsqu'ils s'adressent aux adhérents dans leur rapport d'activité en prévision de l'AG du mois d'avril : il faut que le MES fasse partie des instances organisatrices du FSE de Paris St-Denis, ce sans quoi la réponse qu'est l'économie solidaire au capitalisme débridé ne parviendra jamais à faire le poids face aux dénonciateurs conventionnels du type ATTAC-syndicats qui, eux, sont dans toutes les instances organisatrices des forums sociaux¹⁸.

L'une des leaders du MES, impliquée dans l'affaire APRESS-Pénélopes écrit dans une revue, en taisant les disputes, que l'imposition du MES et de sa force plus propositionnelle que contestataire à Porto Alegre en 2002 fut difficile. Les 10% de ce forum étaient pourtant peuplés par l'économie solidaire internationale (coopératives de productions et d'artisanat, stands d'alimentation bio, etc.). L'impression est régulièrement donnée que des forces «trotskistes» lui ont fait barrage. Aujourd'hui,

¹⁸ «La visibilité de l'économie solidaire en France se joue partiellement au forum social européen de Paris/Saint-Denis : depuis Porto Alegre 2, l'économie solidaire apparaît comme une réponse aux défis lancés à l'économie financiarisée. (...) À défaut la participation du MES aux organes de mise en œuvre du FSE Saint-Denis/Paris risque de cautionner une réunion antimondialisation qui ne débouchera que sur une radicalisation de façade et conjoncturelle. (...). L'enjeu [est donc de] renforcer et diversifier l'implication du MES dans le processus de préparation du FSE. Malgré les efforts, l'implication dans le processus de préparation du FSE ne semble pas suffisamment collective et partagée compte tenu de l'investissement bénévole et militant que cela implique et qui ne peut aller que croissant d'ici novembre. La présence et la visibilité de l'économie solidaire comme une force pour construire une autre Europe ne sont pas encore gagnées pour faire le poids face à des syndicats ou organisations type ATTAC» (Bureau du MES, 2003, *Rapport d'activité du MES en vue de l'AG du 26 avril*).

alors que le MES en appelle à toutes ses «forces vives» pour imposer la présence d'un *Village de l'économie sociale et solidaire* pour le Forum de Paris-St-Denis, ces vieux démons d'extrême gauche réapparaissent et l'on continue à affirmer que seule l'agrégation naturelle et libertaire d'associations peut lui résister. Cette mobilisation, cet intérêt de toute la société civile pour les forums sociaux

...attisent naturellement les convoitises. On peut voir apparaître de nouveaux apparatchiks qui souhaitent contrôler le mouvement à des fins d'intérêts de chapelle. Ils s'intéressent au mouvement comme réservoir de militants et non pour sa dynamique singulière. Cette tension se rencontre de manière très vive dans les FSE, déjà à Florence et puis à Paris-St-Denis. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) appelle nationalement à l'organisation de FS Locaux; le Parti communiste français (PCF) avec toute sa mouvance (Centrale générale des travailleurs, Femmes solidaires), est très présent (...). Les permanents syndicaux tentent de contrôler le Secrétariat d'organisation, organisme décideur du forum au mode très contraignant puisqu'il faut se réunir une fois par semaine (...). Les forums oscillent actuellement entre l'héritage de l'Association internationale des travailleurs et l'héritage léniniste. Au plan mondial comme au plan national, la parenthèse léniniste reste bien difficile à fermer et continue à freiner la créativité et la reconstruction d'autres alternatives politiques¹⁹.

Le chaînage effectué par les leaders du MES apparaît à la croisée de ces différents témoignages. Parmi les nouveaux apparatchiks qui viennent tenter de «récupérer» le mouvement altermondialiste, on peut évidemment placer en vrac l'APRESS-Pénélopes et leurs amis d'ATTAC-Monde diplo qui ont voulu identiquement s'incruster dans l'économie solidaire. Dans la pure tradition entriste du trotskisme, ils ont tenté d'ouvrir un portail (APRESS) susceptible de la représenter sans «consulter ses vrais acteurs»²⁰.

¹⁹ M. Hersent (2003 : 31-33).

²⁰ «Pourtant le FSM a tenté d'éviter les récupérations en faisant en sorte que personne ne s'exprime au nom du forum. La charte de Porto Alegre tentait

Pour satisfaire leur imaginaire « libertaire », les Solidaires procèdent à une mise en équivalence du mouvement altermondialiste et du mouvement solidaire pour les opposer l'un et l'autre identiquement à ceux qui leur nuisent (PCF, LCR, Monde diplo, Pénélopes, APRESS, etc.). Les chercheurs de l'économie solidaire usent du même lexique anti-autoritariste visant la traditionnelle « gauche de la gauche ». Ils écrivent que « le sentiment d'impuissance que les forums (mondiaux ou européens) ont permis de dépasser tient autant à l'opposition à la force de l'idéologie néolibérale qu'à la remise en question des "visions alternatives" largement dominées par des avant-gardes imprégnées de tradition autoritaire. Celles-ci en s'arrogeant un droit d'interprétation des revendications et actions collectives, ont invalidé toute tentative qui ne leur semblait pas en mesure de "renverser le système" (...). En s'affranchissant de la tutelle des détenteurs autoproclamés de la vérité, ces cadres d'expression ouverts renouent avec l'exigence d'un débat démocratique » (Laville, 2003:18-19). Ce en quoi les forums altermondialistes s'accordent tout à fait à la nébuleuse « économie solidaire ».

5. Altermondialisme et corporatismes

Néanmoins, en quoi l'économie solidaire serait-elle plus légitimement représentée par le MES que par certains de ces « apparatchiks » puisque la grandeur des réseaux solidaires est précisément de ne jamais prétendre au pouvoir de représenter qui que ce soit ? Comment prouver que les acteurs du MES sont plus « acteurs » que les acteurs du réseau de coopératives Pénélopes-APRESS, au sujet desquels d'ailleurs beaucoup de textes très instructifs s'écrivent sur le portail internet ? On peut y lire que le réseau des coopératives des Pénélopes vise à « rendre une capacité aux sans emploi tout en s'investissant avec et pour eux »²¹. Lorsque Bernard explique que la manière

de limiter le pouvoir et les interventions en donnant la priorité à la forme « place publique » sans leaders et à la société civile sur les partis traditionnels. Mais dans les forums continentaux, plus proches, les enjeux de pouvoir et de contrôle, redeviennent extrêmement présents » (M. Hersent, 2003: 31-33).

²¹ Mediasol, *Le quotidien de l'économie sociale et solidaire*, 8 novembre 2002, disponible sur internet à l'adresse : <<http://www.mediasol.org/>> (consulté pour la dernière fois le 25/10/2005).

dont a été créée l'APRESS n'était pas démocratique, il donne l'impression que ceux dont « l'avis » n'a pas été demandé « démocratiquement » se réduisent aux seuls militants du MES.

Si le MES pouvait faire valoir des urnes, des électeurs et des candidats à sa propre direction en nombre suffisant, il pourrait tenir tête à Bernard Cassen, l'un des fondateurs d'ATTAC et organisateur du premier « Porto Alegre » (2001) qui les accuse indirectement. Cassen s'en prend à tous ceux qui, comme le MES, participent de la mystique « absence de pouvoir » et de l'abolition libertaire des formes de représentations. Il écrit :

La question sous-jacente, mais évidemment non explicitée, est celle du pilotage du mouvement au niveau mondial (ou national dans le cas de notre affaire) (...). J'entends déjà certains pousser les hauts cris. Les mêmes qui vilipendent en permanence les structures pyramidales ou hiérarchiques, qui vantent les mérites des réseaux informels, de la transparence, de l'inclusion, etc., sont aussi les premiers, bien qu'ils s'en défendent, à vouloir impulser des logiques, et même des structures excluantes qu'ils croient pouvoir contrôler en sous-main. Derrière le prétendu informel, il y a toujours un noyau d'influence : parfois le pouvoir réel d'un leader qui affiche volontiers un profil de militant de base, mais le plus souvent celui d'un réseau, en général pré-existant, composé d'un petit nombre de personnes ou d'organisations. À la différence des structures formelles, qui elles, comportent des modes de décisions identifiés, donc des prises de responsabilité publiques et, à la limite, de révocations de mandats, les structures dites informelles sont anonymes, s'abritent derrière des libellés pompeux leur permettant de se donner une représentativité qu'elles n'ont pas, et elles n'ont, par définition, de compte à rendre à personne. (...)

*Les forums sociaux qui s'organisent partout sur la planète illustrent cette nouvelle façon de faire société. Ils sont sources de créativité, de mobilisation, de renouvellement de la pensée. Je crains que par rejet d'organisation ou d'institution, d'autres dominations n'apparaissent*²².

²² Cassen (2003: 112). Et l'auteur de s'interroger sur le sens à donner aux séminaires des forums sociaux qui se démultiplient à l'envi sans lignes communes et en rassemblant au mieux ses cinquante à cent personnes, composés pour une bonne partie par les organisateurs et leurs invités : « Les

La critique du réseau à laquelle procèdent Caillé à l'échelle de l'économie solidaire et Cassen à l'échelle altermondialiste voudrait pouvoir se débarrasser de ce fonctionnement en réseaux qui se désagrègent à la première dispute venue. L'engagement dans le réseau est plus faible « car rien n'oblige un membre du réseau à soutenir ou à investir une action menée par d'autres membres du réseau. Il peut s'éclipser à tout moment sans avoir le sentiment de trahir son groupe ou sa famille » (Fraisie, 2003 : 2).

Sur le local, l'association est certes le « lieu de citoyenneté ordinaire », du « petit monde politique » qui a ceci de particulier qu'il parvient à accommoder l'engagement civique et celui qui tient à un ancrage personnel. Le localisme solidaire permet l'engagement militant et « la mise en valeur de liens de confiance qui requièrent une proximité et un engagement durables » (Thévenot, 1994 : 247 et 252). Nous sommes plus que jamais en présence d'une cité au sens aristotélicien du terme : un lieu faisant « fructifier cette tendance à vivre ensemble » (Aristote, 1990 : 1283 b 23 – 1284 a 32).

Sur le national cette corrélation aboutit à une conception politique minimale et corporatiste. Malgré leurs prétentions politiques à être la quintessence de la représentativité solidaire, c'est bien dans un registre de « copinage » corporatiste que les leaders du MES continuent de puiser. Mais ces rapports ne peuvent au mieux que prétendre au statut de réseau corporatiste. Car « représenter » cela veut dire « parler au nom de » personnes très nombreuses dont toutes ne sont pas des proches et des personnes de confiance.

séminaires et ateliers organisés lors des forums portent chacun en effet sur des sujets spécifiques. D'où, au final, une juxtaposition des propositions alternatives portées par des acteurs et mouvements *ad hoc*, sans « fil rouge » qui les relie. Or, les participants, et les citoyens en général, aspirent, au moins, à une esquisse d'« un autre monde possible », à une sorte de programme commun minimal aux différents niveaux : national, continental ou planétaire. La charte de principes de Porto Alegre est muette sur ce point, et pour cause, car le fil rouge dont je parle ne serait rien d'autre qu'un véritable programme politique informé par une idéologie particulière, et donc inacceptable pour une partie des acteurs et mouvements sociaux participants aux Forums » (p. 147).

6. Conclusion : comment assumer praxis et pouvoir ?

On constate à ce titre, logiquement, une troublante homologie morphologique entre les déboires du MES et ceux des Forums sociaux. Ce qui rend difficile l'actuelle structure protéiforme du mouvement altermondialiste est bien compris par Castells et par ses principaux acteurs (Cassen). Son ambivalence paradoxale est due au modèle réticulaire qui le rapproche du MES : sa force principale « est une forme d'organisation et d'intervention décentralisée, en réseaux, caractéristique des nouveaux activismes sociaux, qui reflète et contrarie en même temps la logique de mise en réseaux propre à la domination de la société informationnelle » capitaliste. *A contrario*, « c'est cette légèreté du réseau de changement social et cette absence de centre qui rendent si difficiles à percevoir et à identifier les nouveaux projets identitaires en gestation » (Castells, 1999 : 435).

À force de dénoncer toutes les formes politiques (partis, syndicats, fédérations) au profit d'une politique du proche, on refuse d'envisager le caractère acceptable et nécessaire du pouvoir quand il est démocratique. En fin de compte, Giddens n'avait-il peut-être pas tout à fait tort : « le réalisme utopique du tiers secteur doit reconnaître le caractère inévitable du pouvoir, et ne considère pas son usage comme forcément nuisible. Le pouvoir au sens le plus large du terme est le moyen de faire réaliser des choses. Il peut y avoir un pouvoir positif lorsqu'il n'est pas utilisé à des fins d'accaparement au profit de castes (les entreprises, etc.) mais lorsqu'il considère aussi les autres » (Giddens, 1998 : 162-169).

À force de vouloir l'exorciser, on ne parvient pas à dessiner les contours politiques de cette alternative au capitalisme. Il y va de deux choses l'une : soit on s'en tient à la praxis, à la citoyenneté ordinaire et au corporatisme informel et l'on se maintient dans l'usage raisonnable de la grammaire solidaire, soit on accepte de procéder à une reconfiguration du réseau en véritable fédération respectant les procédures délégatives et on lui donne la forme que demande A. Caillé. Mais l'économie solidaire n'est alors pas au bout de ses peines, car on risque alors d'officialiser la possibilité pour certains mandants de perdre le lien avec les exclus pour lesquels ils s'engagent et leur participation dans les associations locales. C'est déjà le

cas lorsque ceux qui extrapolent prétendent parler au nom de l'économie solidaire, ce qu'un seul auteur à ce jour semble avoir relevé : « Porteurs d'un projet d'économie solidaire, ces groupes actifs n'ont pas encore réussi à associer massivement et de façon coopérative les populations bénéficiaires à la gestion et à la direction politique de leurs initiatives » (Draperi, 2001 : 60). Certes, ils le font sur le local, lorsque leurs velléités politiques ne les ont pas encore amenés sur les forums sociaux. C'est aux côtés des exclus et en tenant compte de leurs voix citoyennes que se sont montées les services de proximité, le commerce équitable, les SEL et autres structures solidaires. C'est ces mêmes voix que les leaders du MES prétendent « représenter » aux forums. Si un dispositif fédératif est installé pour que cette représentation par ces leaders devienne légitime (et ne soit pas simplement extrapolée), comment ne pas perdre l'obligation de rester d'abord et avant tout actif auprès des exclus avant de passer leur temps à défendre l'économie solidaire dans des arènes quelconques, qu'elles soient politiques ou citoyennes ? Car si leurs homologues du MES et des autres mouvements qui se revendiquent de l'économie solidaire leur reconnaissent une légitimité de parole, il reste que, comme le signale Draperi, les exclus avec lesquels ils travaillent dans les quartiers se dénichent rarement dans les ateliers de forums altermondialistes²³.



²³ Comme à l'échelle altermondialiste, les organisations des « sans » (sans papiers, sans logement, sans travail), regroupées dans la structure No Vox (AC!, Droit au logement, Gamin de l'art-rue) sont accusées de ne pas drainer derrière elles ceux qu'elles devraient : « Le hic de ces associations est qu'elles sont aussi "sans" beaucoup de membres. Ce qui ne les empêche pas, bien au contraire, d'être particulièrement actives dans tous les collectifs et également d'être très présentes dans les médias (à cet égard, l'appellation no vox fait sourire). Il est dans l'ordre des choses qu'elles prétendent parler au nom des sans. Ce qui l'est moins, c'est que l'on fasse semblant de les croire. Cela évite de se poser la question à vingt millions de personnes » (Cassen, 2003 : 139).